



COMMUNE
DE
DEMI-QUARTIER
HAUTE-SAVOIE

REGLEMENT DE LA VOIRIE COMMUNALE

SOMMAIRE

CHAPITRE I : GENERALITES	4
Article 1 - Objet du règlement de voirie	4
Article 2 - Définitions	4
Article 3 - Champ d'application.....	5
Article 4 - Prescriptions générales	5
Article 5 - Affectation du domaine public routier	6
Article 6 - Responsabilités et droits des tiers	6
Article 7 - Infractions - Contraventions	6
Article 8 - Respect des textes législatifs et réglementaires	7
Article 9 - Procédure de coordination des travaux	7
Article 10 - Entrée en vigueur du règlement et exécution.....	8
Article 11 - Conditions de révision	8
CHAPITRE 2 : OBLIGATIONS DE VOIRIE APPLICABLES AUX RIVERAINS	8
Article 12 - dispositions applicables à l'aménagement des accès	8
Article 13 - plantations riveraines	8
Article 14 - Implantation de mobilier urbain	9
Article 15 - écoulement des eaux	10
Article 15.1 - En cas de neige.....	10
Article 16 - excavations en bordure du domaine public communal	10
Article 17 - fossés le long des voies	11
Article 18 - Busage des fossés	11
Article 19 - Entretien des ruisseaux - cours d'eaux	11
CHAPITRE 3 : OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC PAR DES TIERS	11
Article 20 - Dispositions générales	11
Article 20.1 - Permission de voirie	12
Article 20.2 - Permis de stationnement.....	12
Article 20.3 - Contenu de la demande	12
Article 20.4 - Installations temporaires.....	13
Article 20.5 - Autorisation d'entreprendre des travaux.....	13
Article 21 - Aligement	13
CHAPITRE 3.1 : OBLIGATIONS DE VOIRIE APPLICABLES AUX INTERVENANTS	13
Article 22 - Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux (DICT)	14
Article 23 - Echafaudages	14
Article 24 - Dépôts de matériaux et de bennes à gravats	15
Article 25 - Palissade - Clôture	15
Article 26 - Engin de levage	15
CHAPITRE 4 : DISPOSITIONS TECHNIQUES ET ORGANISATIONNELLES.....	15
Article 27 - Dispositions à prendre avant de commencer les travaux	15
Article 28 - Organisation générale de l'intervention	16
Article 29 - Exécution des tranchées	18
Article 30 - Déblaiement	19
Article 31 - Remblayage	19

Article 32 - Gestion des déchets de chantier	20
Article 33 - Réfection de la couche de surface	20
Article 34 - Responsabilité de l'intervenant	22
Article 35 - Constat d'achèvement des travaux	22
Article 36 - Garantie et modalités d'entretien	22
Article 37 - Réception définitive	23
Article 38 - Responsabilité et remise en état des lieux	23
Article 39 - Révocation - résiliation ou fin d'Autorisation	23
Article 40 - Délai de validité	23
Article 41 - dispositions financières	23

CHAPITRE 5 : REGLES COMMUNES A L'ENSEMBLE DES RESEAUX..... 24

Article 42 - Nature des ouvrages	24
Article 43 - Règles d'implantation	24
Article 44 - Profondeur des réseaux	24
Article 45 - Conduites de réseau et branchements	24
Article 46 - Infrastructures comprenant des réseaux	25
Article 47 - Facilité d'exploitation, entretien et maintenance des ouvrages	25
Article 48 - Réseaux hors d'usage	25
Article 49 - Déplacement et mise à niveau	26

CHAPITRE I : GENERALITES

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses Articles L. 2213-1, L. 2213-2, L2213-3 et L.2215-1 ;
Vu le code des postes et communications électroniques, et notamment ses Articles L.47 et R.20-55 et suivants ;
Vu le code de la route, et notamment ses Articles R.411-25 et R.413-1 ; Vu la loi n°89-413 du 22 juin 1989 relative au code de la voirie routière ;
Vu le code de la voirie routière ;
Vu l'ordonnance n°59-115 du 7 janvier 1959 modifiée relative à la voirie des collectivités locales (sauf les Articles 1 à 7, 9 et 22) ;
Vu le code rural, et notamment les Articles R.161 et suivants relatifs aux chemins ruraux ;
Vu le décret n°89-631 du 4 septembre 1989 relatif au code de la voirie routière ;
Vu les avis des intervenants recueillis suite à la commission du 4 mai 2021 chargés d'examiner les modalités techniques du règlement de voirie conformément aux directives de l'Article R. 141-14 du code de la voirie routière ;
Vu la loi n° 92-646 du 13 juillet 1992 relative au recyclage des déchets ;
Vu l'arrêté du 7 juin 1977 modifié relatif à l'instruction interministérielle sur la sécurité routière ;
Vu la délibération du conseil municipal 2021-65 en date du 28 octobre 2021 approuvant le présent règlement ;

Article 1 - Objet du règlement de voirie :

Le présent règlement de voirie a pour but la protection du domaine public routier en définissant les obligations de riveraineté, les obligations des occupants, les modalités de coordination, les procédures administratives et les règles techniques qu'il convient d'observer pour réaliser des travaux sur ou sous les voies incluses dans le périmètre défini en son Article 3, conformément aux règles techniques et aux normes en vigueur.

Ce règlement est établi conformément au code de la voirie routière et notamment ses Articles L 141.11 et R141.13 à 141.21 et l'Article L 113-3 à 113-7 relatifs aux occupants de droits. Tout intervenant sur le périmètre défini à l'Article 3 du présent règlement a l'obligation d'informer des dispositions du présent règlement à toute personne à laquelle il serait amené à confier l'exécution des travaux ou toute autre mission ayant un rapport avec l'occupation des voiries concernées.

Article 2 - Définitions :

Voirie Communale :

Ce terme désigne l'ensemble du patrimoine routier public et privé de la commune. Il comprend les voies publiques (voies communales), les chemins ruraux et leurs dépendances.

Permissionnaires - Concessionnaires - Occupants de Droit :

La voirie communale (son sous-sol, son sol, son « sursol » et son surplomb) peut être utilisée pour installer les réseaux et canalisations de distribution de services : eau, électricité, gaz, téléphone, assainissement, télévision, haut-débit, ... et également pour installer des équipements publics ou privés : abribus, panneaux, terrasses, ... Ces occupations sont soit de droit (ENEDIS / ERDF / GRDF), soit sur permission de voirie spécifique (électricité, gaz, téléphone) en raccordement souterrain et aérien et concessions ou affermage (eau, assainissement ...).

Intervenant :

Ce terme sera utilisé dans le présent document pour désigner le maître d'ouvrage, personne physique ou morale, qui sera destinataire de l'accord technique communal préalable à la réalisation de travaux dans le cadre du règlement de voirie.

Travaux :

La réglementation s'applique pour toutes les interventions affectant le sol et le sous-sol ou le surplomb de la voirie communale définie ci-dessus.

Les travaux sont classés en trois catégories :

1°- Urgents : interventions à effectuer sans délai suite à des incidents mettant en péril la sécurité des personnes ou des biens.

2°- Non programmables : Travaux de raccordement et de branchements d'immeubles aux réseaux, non connus au moment de la mise en place de la coordination.

3°- Programmables : ensemble des travaux évoqués en coordination dans le calendrier.

Coordination des travaux :

Le Maire a la responsabilité, par son pouvoir de police de la circulation et de la conservation et peut à ce titre prendre un arrêté réglementant la coordination des travaux sur l'ensemble du domaine public en agglomération et sur la voirie communale hors agglomération.

Travaux prévisibles :

Travaux dont la date est fixée dans le calendrier des travaux, établi à la diligence du maire, conformément à l'Article L.115-1 du Code de la voirie routière.

Ce calendrier est établi à partir des programmes fournis périodiquement par les propriétaires, affectataires ou utilisateurs de ces voies, les permissionnaires, concessionnaires et occupants de droit. Ce calendrier est notifié aux services concernés.

Article 3 - Champ d'application :

Le présent règlement s'applique :

- Sur l'ensemble du patrimoine routier public et privé de la commune : les voies communales et leurs dépendances, les chemins ruraux et leurs dépendances, les espaces publics dont la gestion relève de la voirie communale. Cet ensemble est dénommé par la suite « voirie communale » ;
- Pour toutes les interventions affectant le sol ou le sous-sol de cette voirie communale. Ces travaux seront dénommés par la suite « intervention » ;
- Aux permissionnaires, concessionnaires, occupants de droit, entrepreneurs demandeurs voulant exécuter des travaux sur la voirie communale. Cet ensemble est dénommé par la suite « intervenant » ; il peut s'agir d'une personne physique ou morale.

Les dépendances sont les éléments autres que le sol de la chaussée nécessaires à sa conservation, son exploitation et à la sécurité de ses usagers : talus, accotements, fossés, ouvrages de soutènement, aires de repos, etc....

Article 4 - Prescriptions générales :

Pour toute intervention sur la voirie communale, les prescriptions relatives aux conditions d'exécution (par exemple, le traitement des déchets de chantier) font l'objet d'un accord technique préalable pour les occupants de droit, sinon d'un arrêté de permission de voirie qui regroupe également les modalités d'occupation du Domaine Public.

Etabli par le Maire, **cet accord ou arrêté est limitatif, c'est-à-dire que tout ce qui n'y est pas nettement spécifié est interdit**, sauf aléa de chantier à traiter au titre des travaux imprévisibles et urgents. Il doit être tenu en permanence à disposition pour contrôle éventuel.

↳ **Sauf cas de force majeure afin que la chaussée ne soit pas endommagée par le gel, aucune tranchée n'est autorisée du 15 novembre jusqu'au 15 mars de chaque année.**

Article 5 - Affectation du domaine public routier :

Le domaine public routier communal est affecté à la circulation publique et comprend les chaussées et leurs dépendances. Toute autre utilisation n'est admise que si elle est compatible avec cette destination.

L'emprise est la propriété foncière affectée par le gestionnaire à un usage routier qui inclut la route elle-même et ses dépendances.

L'assiette est la partie de l'emprise réellement utilisée par la route, incluant les talus. Les terrains inutilisés sont qualifiés de délaissés.

La chaussée est la partie revêtue destinée à la circulation publique et peut être divisée en plusieurs voies de circulation.

Les accotements et l'éventuel terre-plein central bordent la chaussée. La plate-forme réunit les accotements, chaussée et terre-plein central.

L'entretien du domaine public routier constitue à la fois une dépense publique et une obligation publique obligatoires, dont le défaut engage la responsabilité de la collectivité.

Article 6 - Responsabilités et droits des tiers :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément préservés : l'intervenant ne peut notamment se prévaloir de l'accord qui lui est délivré en application du présent règlement.

L'intervenant est civilement responsable de tous les accidents ou dommages se produisant lors de l'intervention, du fait de cette intervention. Il garantit la collectivité de toute condamnation qui pourrait être prononcée contre elle de ce chef.

La responsabilité de l'intervenant reste engagée, en cas de malfaçons, selon les réglementations en vigueur.

Article 7 - Infractions - contraventions :

La répression des infractions à la police de la conservation du domaine public routier est poursuivie devant la juridiction judiciaire sous réserve des questions préjudicielles relevant de la compétence de la juridiction administrative.

Seront punis de l'amende prévue pour les contraventions de la cinquième classe (art. R 116-2 du CVR) ceux qui :

1) sans autorisation, auront empiété sur le domaine public routier ou accompli un acte portant ou de nature à porter atteinte à l'intégrité de ce domaine ou de ses dépendances, ainsi qu'à celle des ouvrages, installations, plantations établies sur ledit domaine ;

2) auront dérobé des matériaux entreposés sur le domaine public routier et ses dépendances pour les besoins de la voirie ;

3) sans autorisation préalable et d'une façon non conforme à la destination du domaine public routier auront occupé tout ou partie de ce domaine ou de ses dépendances ou y auront effectué des dépôts ;

4) auront laissé couler ou auront répandu ou jeté sur les voies publiques des substances susceptibles de nuire à la salubrité et à la sécurité publiques et d'incommoder le public ;

5) en l'absence d'autorisation auront établi ou laissé croître des arbres ou haies à moins de deux mètres de la limite du domaine public routier ;

6) sans autorisation préalable, auront exécuté un travail sur le domaine public routier ;

7) sans autorisation, auront creusé un souterrain sous le domaine public routier.

En cas de non-respect des dispositions relatives notamment à la sécurité du chantier, le maire peut faire constater l'infraction, dresser un arrêté de chantier ou le cas échéant procéder à une mise en demeure, suivie d'une intervention d'office en cas d'urgence, si la mise en demeure reste sans effet passé un délai raisonnable.

Article 8 - Respect des textes législatifs et réglementaires :

L'intervenant est tenu de respecter l'ensemble des textes législatifs et réglementaires en rapport avec son intervention et notamment :

- Les codes de la route, de la voirie routière et de l'environnement ;
- Les clauses des autorisations délivrées dans le cadre de la coordination des travaux de voirie ;
- Le présent règlement de voirie ainsi que les règlements de l'eau et de l'assainissement en vigueur ;
- Les dispositions réglementaires résultant des politiques communautaires en vigueur, notamment adoptées en matière d'urbanisme (PLU), de déplacements urbains (PDU), ainsi que les prescriptions réglementaires annexées ou associées ;
- Les normes et règlements en vigueur, notamment ceux relatifs aux prescriptions techniques concernant l'accessibilité de la voirie publique aux personnes handicapées ;
- Le code rural et le règlement sanitaire départemental ;

Article 9 - Procédure de coordination des travaux :

Aux termes de l'Article L115-1 du Code de la Voirie Routière, c'est de la responsabilité du Maire que d'assurer la coordination des travaux.

On distingue :

La **coordination temporelle** qui suppose l'élaboration d'un calendrier annuel des travaux à intervenir sur le domaine public.

La **coordination spatiale** qui implique, au cours de la conduite des travaux d'imposer la position des réseaux, le travail en tranchée commune et dans certains cas, la mise en place de galeries techniques.

Dans le même souci de coordination, au cours de l'année N, l'entreprise chargée des travaux adressera par courrier, par télécopie ou par message électronique au gestionnaire de la voirie une Déclaration de Projet Travaux (DT) et une Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux (DICT) 10 jours ouvrables avant la date de ceux-ci.

S'il y a une restriction de circulation, l'entreprise devra solliciter un arrêté auprès du gestionnaire de la voirie ou du Maire en agglomération en application de l'art. L2213 du Code Général des Collectivités Locales.

L'objectif est de parvenir à coordonner les ouvertures du domaine public aussi dans le cadre des constructions nouvelles des particuliers, dans un but de préservation du domaine public routier mais également de préservation de l'intérêt général en matière de sécurité routière et de circulation des transports en commun.

La coordination sur un même chantier : Lorsque plusieurs entreprises envisagent des travaux dans une même rue, ces entreprises devront établir un planning général d'exécution pour approbation par la Direction des Services Techniques.

Article 10 - Entrée en vigueur du règlement :

Les dispositions du présent règlement entrent en vigueur à compter de sa publication par voie d'affichage. Le Maire, l'adjoint en charge des travaux, les services de Gendarmerie Nationale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent règlement de voirie communale. L'autorisation d'exécuter des travaux sur les voies publiques, accordée dans le cadre de la coordination des travaux, permet au Maire de s'assurer que ces travaux ont lieu à des périodes où le volume de la circulation le permet. Le calendrier annuel de ces travaux facilite une coordination, dans le temps, de l'ouverture des divers chantiers (art. R 115-1 du code de la voirie routière).

Article 11 - conditions de révision :

Les dispositions du présent règlement pourront être complétées et/ou modifiées en tant que de besoin par voie de délibération du Conseil Municipal de la Commune de Demi-Quartier et dans le respect des Articles L 141-11 et R 141 -14 du code de la voirie routière.

CHAPITRE2 : OBLIGATIONS DE VOIRIE APPLICABLES AUX RIVERAINS

La loi SRU du 13 décembre 2000 et la loi d'Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003 fixent les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols.

A ce titre, la commune fixe à travers son Plan Local d'Urbanisme (PLU) tous les éléments concernant la voirie routière et notamment : les emplacements réservés aux voies et ouvrages publics, les marges de recul des constructions, les accès, les servitudes d'utilité publique, les plans d'alignements. Les règles sont reprises dans le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 23/03/2017.

La permission donnée pour la création d'un accès sur un terrain nu (dit : accès agricole), n'emporte pas pour autant autorisation d'accès dans le cadre d'une demande de permis de construire.

Article 12 - Dispositions applicables à l'aménagement des accès :

Les dispositions applicables en la matière sont fixées par l'Article L112-8 du code de la voirie routière. Les riverains d'une voie publique jouissent notamment, du droit d'accès et du droit d'écoulement naturels des eaux. Ces droits particuliers, appelés : « aisance de voirie », bénéficient d'une protection juridique spéciale et constituent des charges de voisinage au profit des immeubles riverains.

Il revient au maire de veiller à ce que la réalisation de travaux sur les voies communales n'apporte pas de perturbations anormales au droit d'accès des riverains.

L'accès doit être revêtu ou stabilisé (matériau défini par le gestionnaire de la voirie) sur une longueur suffisante pour éviter la détérioration de la chaussée et être conforme aux normes en vigueur, notamment en matière de sécurité. La construction et l'entretien des ouvrages sont à la charge du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 13 - Plantations riveraines :

Conformément au PLU en vigueur, la simplicité de réalisation et le choix des essences locales adaptées au milieu et au paysage sont exigés.

Les haies continues, strictes et mono-spécifiques, et en particulier sur le pourtour des limites parcellaires et **particulièrement en bordure du domaine public**, ainsi que les plantations de hautes futaies disposées en murs rideaux, **sont interdites**.

1) Elagage des arbres, arbustes et arbrisseaux :

Tout propriétaire est tenu de couper les branches de ses arbres qui dépassent sur les propriétés voisines, au niveau de la limite séparative.

Cette réglementation est issue des articles 671 à 673 du Code Civil qui impose les limites de distances entre les plantations et les propriétés voisines, calculées à partir de la limite de la voie publique, toutes dépendances comprises, ou de l'alignement lorsqu'il est défini :

Hauteur des végétaux	Distance minimale des plantations
Jusqu'à 2 mètres	0,50 mètre de la limite séparative de la propriété voisine
Au-delà de 2 mètres	2 mètres de la limite séparative de la propriété voisine

Cet Article ne fait pas obstacle à l'application de règle plus strictes concernant les réseaux aériens édictées par les concessionnaires de lignes de distribution d'énergie électrique ou de lignes de communication téléphonique.

2) Élagage en bordure du domaine public :

Les arbres, les branches et les racines qui avancent sur le sol du domaine public routier communal doivent être coupés à l'aplomb des limites de ce domaine à la diligence des propriétaires ou fermiers.

Les haies doivent toujours être conduites de manière à ce que leur développement du côté du domaine public ne fasse aucune saillie sur celui-ci.

A défaut de leur exécution par les propriétaires riverains ou leurs représentants, les opérations d'élagage des arbres, haies, racines peuvent être effectuées d'office par le maire, après mise en demeure par lettre recommandée, non suivie d'effet et aux frais des propriétaires.

3) Abattages d'arbres :

A aucun moment, le domaine public routier communal ou ses dépendances ne doivent être encombrés et la circulation entravée ou gênée par les opérations d'abattage, d'ébranchage, de débitage et autres, des arbres situés sur les propriétés riveraines.

Toutefois, dans certains cas particuliers, des restrictions de circulation peuvent être sollicitées pour mener à bien de tels travaux. Ces dérogations seront instruites dans le cadre de la procédure appropriée. En tout état de cause les déchets végétaux ne pourront faire l'objet d'un brûlage à l'air libre.

Article 14 - Implantation de mobilier urbain :

La Commune de Demi-Quartier se réserve la possibilité, après information des propriétaires concernés, d'établir des supports et ancrages pour les appareils d'éclairage public ou de signalisation de police et, s'il y a lieu, pour les canalisations et les appareillages s'y rapportant :

- Soit sur l'extérieur des murs ou des façades donnant sur la voie publique ;
- Soit sur les toits et terrasses des bâtiments, à la condition qu'on puisse y accéder par l'extérieur ;
- Soit sur tous les ouvrages en saillie, sur ou sous la voie publique, dépendant des immeubles riverains.

La commune peut également établir, après information des propriétaires concernés, des conduits ou supports sur le sol ou sous le sol des propriétés non bâties qui ne sont pas fermées de murs ou autres clôtures.

Article 15 - Ecoulement des eaux :

Règle générale issue des articles 640, 641 et 681 du Code Civil :

- Les fonds inférieurs sont assujettis envers ceux qui sont plus élevés à recevoir les eaux qui en découlent naturellement sans que la main de l'homme y ait contribué. Le propriétaire inférieur ne peut point élever de digue qui empêche cet écoulement. Le propriétaire supérieur ne peut rien faire qui aggrave la servitude de fond inférieur.
- Tout propriétaire a le droit d'user et de disposer des eaux pluviales qui tombent sur son fonds
- Tout propriétaire doit établir des toits de manière que les eaux pluviales s'écoulent sur son terrain ou sur la voie publique. Il ne peut les faire verser sur le fonds de son voisin.

Règlement applicable sur le territoire de Demi-Quartier :

Il convient de se référer au schéma directeur des eaux pluviales de Demi-Quartier approuvé le 23 mars 2017, en annexe du PLU.

Ce document définit les conditions et modalités auxquelles sont soumis la collecte, le stockage, le traitement et l'évacuation des eaux pluviales sur le territoire de Demi-Quartier.

Il délimite les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement.

Il délimite également les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel, et en tant que besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement.

Article 15.1 - En cas de neige :

Par temps de neige ou de verglas, il est rappelé à l'ensemble des propriétaires ou locataires qu'ils sont tenus de racler, puis balayer la neige devant leur maison et sur les trottoirs jusqu'au caniveau en dégageant celui-ci autant que possible. **La neige ainsi délogée ne doit pas être remise sur les voies de circulation ni entraver l'écoulement des eaux.**

En période de neige, afin de faciliter le déneigement, il est interdit aux automobilistes de stationner en bordure de chaussée de 23 heures à 7 heures.

Article 16 - Excavations en bordure du domaine public communal :

Il est interdit de pratiquer, dans le voisinage des voies communales, des excavations de quelque nature que ce soit, si ce n'est aux distances et conditions suivantes :

1) excavations à ciel ouvert, et notamment mares publiques ou particulières :

Ces excavations ne peuvent être pratiquées qu'à 5 mètres au moins de la limite de l'emprise de la route communale. Cette distance est augmentée d'un mètre par mètre de profondeur de l'excavation.

2) excavations souterraines :

Ces excavations ne peuvent être pratiquées qu'à 15 mètres au moins de l'emprise de la route communale. Cette distance est augmentée d'un mètre par mètre de profondeur de l'excavation.

3) Puits et citernes :

Ils ne peuvent être pratiqués qu'à 5 mètres au moins de la limite de l'emprise de la route communale dans les agglomérations et les endroits clos de murs et d'au moins 10 mètres dans les autres cas. Les distances ci-dessus fixées peuvent être diminuées par le maire, lorsque, eu égard à la situation des lieux et mesures imposées aux propriétaires, cette diminution est jugée compatible avec l'usage et la sécurité de la route au voisinage de laquelle doit être pratiquée l'excavation.

Les présentes dispositions ne font pas obstacle à l'application des réglementations fixées par ailleurs au titre du code de l'urbanisme ou bien au titre des mines et carrières.

Article 17 - Fossés le long des voies :

Nul ne peut, sans autorisation, ouvrir le long des voies communales, des fossés ou des canaux dont le bord supérieur le plus proche de la route soit à moins de 0,50 mètre de la limite d'emprise de la voie communale. Sauf dispositions contraires de l'autorisation, ces fossés ou canaux doivent avoir un talus de 1 mètre de base au moins pour 1 mètre de hauteur.

Tout propriétaire ou ayant droit, ayant fait ouvrir des fossés ou canaux sur son terrain le long d'une voie communale doit les entretenir de manière à empêcher que les eaux nuisent à la viabilité de la route.

Si les fossés ou canaux ouverts par des particuliers sur leur terrain le long d'une voie communale, ont une profondeur telle qu'elle puisse présenter des dangers pour la conservation du domaine public ou pour la circulation, les propriétaires sont tenus de prendre les dispositions qui leur sont prescrites par l'autorité communale pour assurer l'intégrité du domaine public ou la sécurité de la circulation.

Article 18 - Busage des fossés :

Le busage des fossés est soumis à permission de voirie qui en définit les caractéristiques géométriques en plan et en altimétrie. **Elle définit notamment les caractéristiques des têtes de buse de sécurité et le cas échéant l'implantation des regards de visite.**

En cas de non-respect de ces prescriptions, les travaux nécessaires pour rétablir le bon écoulement des eaux empêché par les aqueducs et les ponceaux ou pour assurer la sécurité des usagers peuvent être exécutés d'office par la commune après mise en demeure non suivie d'effet et aux frais des propriétaires.

Article 19 - Entretien des ruisseaux - cours d'eaux :

L'Article L.215-2 du code de l'environnement prévoit que les berges et le lit mineur des cours d'eau non domaniaux appartiennent aux propriétaires des deux rives.

L'entretien du lit et de la végétation des berges est de la responsabilité des propriétaires riverains, selon des modalités précisées dans le code de l'environnement. Les Articles L.215-14 et R.215-2 définissent les objectifs d'un entretien régulier d'un point de vue environnemental. Il s'agit principalement d'assurer la bonne tenue des berges, de l'enlèvement des embâcles et débris, flottants ou non, de l'élagage et recépage de la végétation arborée. Depuis le 1^{er} janvier 2017, la loi a attribué la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI) aux intercommunalités qui, sur le bassin versant de l'Arve l'ont confié au SM3A - Syndicat Mixte d'aménagement de l'Arve et de ses Affluents.

Cette compétence comprend notamment : *« l'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau »*.

Toutefois, l'exercice de la compétence GEMAPI ne remet pas en cause les droits et devoirs du propriétaire riverain, auquel **la collectivité ne se substitue qu'en cas de défaillance, d'urgence ou d'intérêt général** (ou lorsqu'un plan de gestion du cours d'eau a été élaboré).

CHAPITRE 3 : OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC PAR DES TIERS

Article 20 - Dispositions générales :

Toute occupation privative du domaine public communal routier avec une emprise du sol ou du sous-sol à long terme, notamment en vue de l'implantation d'un ouvrage (chambres et fourreaux de télécommunication, abris bus...), doit faire l'objet d'une permission de voirie délivrée par la Commune de Demi-Quartier. C'est un acte de gestion délivré par le maire ou par délégation aux services compétents.

En outre, toute occupation privative du domaine public communal routier sans emprise du sol ou du sous-sol, notamment en vue d'occuper le domaine public par un échafaudage, une palissade de chantier ... doit faire l'objet d'un permis de stationnement délivré par la Commune de Demi-Quartier. C'est un pouvoir de police du Maire.

La Commune de Demi-Quartier subordonne l'autorisation d'occupation aux conditions qui se révèlent nécessaires pour assurer la conservation de son domaine et en garantir une utilisation compatible avec sa destination.

Il est précisé que toute autorisation d'occupation du domaine public est délivrée à titre précaire et révocable, sous réserve du droit des tiers. Cette autorisation est délivrée à titre personnel et non transmissible.

Cette autorisation devra être affichée sur le lieu du chantier pendant toute sa durée, de manière à être vue par tout agent habilité à vérifier le respect des prescriptions du règlement de voirie. Préalablement à sa demande, l'intervenant est tenu de requérir toutes les autorisations nécessaires à l'exécution des chantiers.

Les occupants de droit du domaine public (exemple : ERDF, GrDF) n'ont pas à solliciter d'autorisation pour occuper le domaine public, mais sont tenus d'obtenir l'accord technique de la Commune de Demi-Quartier et de respecter les dispositions de coordination édictées par le Maire en application du Code de la Voirie Routière Article R115-1 à R115-4 et R131-10.

Il est précisé que le stationnement des véhicules de chantiers lors de constructions autorisées par le Service Urbanisme devra se faire dans l'emprise des travaux ou propriétés voisines après accord au préalable des propriétaires et en aucun cas sur le domaine public de la Commune.

Article 20.1. - Permission de voirie :

La permission de voirie est un mode d'utilisation privative du domaine public **avec emprise**. Elle implique l'exécution des travaux qui modifient l'assiette même du domaine public occupé.

Une autorisation administrative relève d'une permission de voirie lorsqu'il y a occupation profonde ou ancrage dans le domaine public (canalisation, kiosque, palissades scellées dans le sol, etc...). C'est un acte de gestion du domaine public.

La permission de voirie, même en agglomération, est délivrée par le gestionnaire de la voie.

Article 20.2. - Permis de stationnement :

Le permis de stationnement est une occupation privative du domaine public **sans emprise**, sans incorporation au sol. C'est une occupation superficielle qui ne modifie pas l'assiette du domaine public (commerces saisonniers, terrasses de café, **échafaudages...**).

Le permis de stationnement relève de l'autorité administrative chargée de la police de la circulation.

Le permis de stationnement est donné sous la forme d'un arrêté municipal en agglomération pour les voies communales et les traverses de routes départementales, après avis du gestionnaire de ces voies.

Hors agglomération, le Président du Conseil Départemental est compétent pour les routes départementales, le Maire de la commune pour les voies communales.

Article 20.3 - Contenu de la demande :

Chaque demande à établir **au minimum 10 jours calendaires** avant la date souhaitée d'occupation devra mentionner :

- le nom du propriétaire de l'immeuble ou du syndic responsable s'il y a lieu ;
- s'il y a lieu le nom et l'adresse de l'entrepreneur ;
- l'objet de l'occupation temporaire (nature des travaux) ;
- la localisation précise du domaine public à occuper ;
- une photo précisant la localisation ;
- les dates prévisionnelles de début et de fin d'occupation du domaine public ;
- la référence à la déclaration préalable ou au permis de construire s'il y a lieu.

L'arrêté sera notifié au propriétaire ou à l'entrepreneur.

Le service instructeur a la possibilité de demander des pièces complémentaires notamment le projet détaillé des travaux.

A défaut de réponse dans un délai d'un mois de la part du service instructeur, l'autorisation est réputée refusée.

L'autorisation doit être utilisée dans le délai imparti. A défaut, elle est périmée de plein droit.

Article 20.4 - Installations temporaires pour manifestations culturelles, sportives, commerciales ou autres :

Toute implantation de matériel sur le domaine public communal, mettant en cause ou risquant de mettre en cause l'intégrité du dit domaine, est soumise à l'obtention préalable d'une autorisation d'occupation du domaine public. Aucun accrochage de matériels, panneaux ou autres ne sera fait sur un arbre ou sur un élément de mobilier urbain. Tout élément ne respectant pas ces règles et qui serait fixé sans l'accord de la commune sera enlevé aux frais du contrevenant, sans préjuger des frais de remise en état.

Le demandeur doit s'adresser par écrit à la Commune de Demi-Quartier, gestionnaire du domaine public en précisant :

- ses nom, prénom, raison sociale, adresse ;
- l'objet de la manifestation ;
- les dimensions de l'emprise ;
- le type d'installation ;
- une photo précisant la localisation ;
- les dates de début et de fin de l'occupation.

L'intervenant sollicitera un état des lieux contradictoire, de manière à obtenir un accord explicite des services municipaux.

Un nouvel état des lieux sera dressé après démontage des installations, de manière à déterminer les éventuels travaux de remise en état du domaine public qui seront à la charge du demandeur.

En l'absence de constat initial, l'intervenant ne pourra contester les travaux éventuellement nécessaires à la remise en état des lieux.

Article 20.5 - Autorisation d'entreprendre des travaux :

Les occupations du domaine public routier communal qui ne relèvent pas du permis de stationnement sont soumises à une autorisation d'entreprendre les travaux.

L'acte d'occupation visé à l'Article précédent et cette autorisation peuvent être traités conjointement.

Cette dernière s'impose à tous les occupants quel que soit leur titre d'occupation.

Article 21 - Alignement :

L'alignement est la détermination par l'autorité administrative, de la limite du domaine public routier au droit des propriétés riveraines. Il est fixé soit par le plan d'alignement, soit par un alignement individuel.

L'alignement individuel est délivré au propriétaire conformément au plan d'alignement s'il en existe un. En absence d'un tel plan, il ne peut que constater la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine.

CHAPITRE 3.1 : OBLIGATIONS DE VOIRIE APPLICABLES AUX INTERVENANTS

Quelle que soit la nature de l'intervention préalablement autorisée, l'intervenant sur le domaine public communal, s'assurera que l'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux de la voie sont continuellement préservés.

L'intervenant assurera le nettoyage du chantier et de ses abords pendant toute la durée de l'intervention. En cas de non observation de ces prescriptions, un nettoyage d'office pourra être fait par la Commune aux frais de l'intervenant.

Il est formellement interdit de rejeter tout résidu ou déblai de chantier dans les égouts et sur le sol.

Lors de travaux, l'intervenant veillera à ce qu'en toutes circonstances, les bouches et bornes d'incendie, l'ensemble des organes de coupure ou de manœuvre des réseaux d'électricité ou de gaz, placées en limite de la zone d'occupation du domaine public ou dans son emprise, soient toujours visibles et accessibles. Des dispositions devront être prises pour que ces éléments demeurent, dans la mesure du possible, en dehors de cette emprise.

L'intervenant veillera également à assurer la sécurité du chantier pendant toute sa durée.

L'intervenant veillera aussi à laisser libre le passage pour les véhicules de secours, les véhicules de police et les véhicules en charge de la propreté publique.

L'intervenant devra mettre en œuvre tous les moyens nécessaires visant à limiter la projection de poussière et autres matières en suspension dans l'air, et il veillera enfin à respecter l'**arrêté préfectoral de Haute-Savoie sur le bruit** n°324 DDASS/2007 du 26 juillet 2007.

Toutes les dispositions à prendre lors des interventions à proximité des arbres sont définies spécifiquement dans le présent règlement.

Article 22 - Déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT) :

Pour les travaux prévisibles, une demande doit être déposée en mairie, avant l'intervention, dans les délais légaux (cf. art. 27.2). La DICT doit préciser :

- La nature des travaux,
- Leur localisation,
- La date de leur début,
- Leur durée.

Elle est accompagnée, pour les permissionnaires, de l'autorisation d'occupation du domaine public et des références de l'entreprise qui réalisera les travaux.

Elle peut être accompagnée :

- De la demande d'arrêté particulier relatif à la police de la circulation et du stationnement.
- D'une demande d'établissement contradictoire d'un état des lieux.

Pour les interventions imprévisibles (urgences), l'intervenant a obligation de prévenir par mail ou téléphone les services de la commune, dès le début de l'intervention, puis de confirmer par écrit au moyen d'un avis d'exécution de travaux urgents. Tous les documents permettant au maire de juger du caractère prévisible des travaux doivent lui être fournis.

Article 22.1 - Instructions des demandes et délai de réponse :

Accord technique ou permission de voirie :

Il est recommandé que l'autorisation, instruite par le gestionnaire de voirie (qu'il s'agisse d'accord technique ou de permission de voirie) soit fournie dans le délai de vingt et un jours. Le délai de 21 jours semble en effet constituer un délai raisonnable, notamment en référence au décret du 29 juillet 1927 modifié par celui du 14 août 1975.

Elle précisera les modalités d'exécution conformément au titre II du présent règlement.

Elle sera délivrée sous forme d'arrêté dans le cas où des mesures particulières seraient imposées. Sinon, elle pourra prendre la forme de simple lettre. Une réponse motivée sera en tout état de cause adressée.

Pour ERDF GRDF elle pourra être instruite dans le cadre de l'application des Articles 49 et 50 du décret du 29 juillet 1927 modifié par celui du 14 août 1975, si les plans des projets sont suffisamment élaborés.

Article 23 - Echafaudages :

L'installation d'échafaudage est soumise à un permis de stationnement si elle affecte le domaine public, délivré par le service gestionnaire de la voirie pour une durée ne pouvant excéder la durée du chantier. Les échafaudages nécessaires à l'exécution de travaux en bordure de la voirie ne doivent pas être ancrés dans le sol.

Leur saillie sur la voie ne peut excéder 2 mètres et comprend un passage de largeur de 1,40 m minimum aménagé pour les piétons (soit un tunnel, soit un platelage) et respectant l'accessibilité PMR.

Les échafaudages ne doivent en aucun cas entraver le libre écoulement des eaux sur la voie ou ses dépendances. Si l'échafaudage empiète sur la chaussée, il doit être obligatoirement signalé par des feux de stationnement nettement visibles de nuit et des dispositifs rétro réfléchissants.

L'échafaudage sera obligatoirement équipé d'un filet de protection ou quand il y a nécessité d'une bâche étanche afin qu'aucune projection ou qu'aucun matériau n'atteigne les utilisateurs du domaine public (voitures, piétons...).

Article 24 - Dépôts de matériaux et de bennes à gravats :

Le dépôt de matériaux et de bennes à gravats sur le domaine public est soumis à un permis de stationnement, délivré par le service gestionnaire de la voirie pour une durée ne pouvant excéder la durée du chantier.

Il est interdit d'embarrasser la voirie en y déposant sans nécessité des matériaux et objets quelconque susceptibles d'empêcher ou de diminuer la liberté et la sûreté du passage.

Pour l'exécution de travaux régulièrement autorisés, les matériaux provenant des immeubles riverains ou destinés à leur réparation ou à leur construction, pourront être déposés sur la voirie dans l'hypothèse où il serait impossible de le faire sur la propriété privée sur autorisation préalable du Maire le temps de la livraison.

La confection de mortier ou de béton est interdite sur la chaussée. Elle peut être tolérée sur les accotements et dépendances de la voie à la condition d'être pratiquée sur une auge appropriée.

Le stationnement des bennes ne doit jamais entraver le libre écoulement des eaux, ni porter atteinte à la sécurité du passage des piétons.

Les bennes et les dépôts de matériaux doivent être protégés, aussi bien à l'avant qu'à l'arrière, par des feux de stationnement nettement visibles de nuit et des dispositifs rétro réfléchissants.

Toutes dispositions doivent être prises pour que la voirie ne puisse être détériorée par le dépôt de matériaux ou d'une benne.

La réfection des dégradations occasionnées à la voirie est à la charge du titulaire de l'autorisation.

Aucun dépôt de matériel ou matériaux et stationnement de véhicule n'est autorisé sur les espaces verts.

Article 25 - Palissade :

Pour les travaux de construction et de surélévation de bâtiments en bordure des voies, les chantiers doivent être obligatoirement clôturés par une palissade.

Cette installation est soumise à un permis de stationnement si elle affecte le domaine public, délivré par le service gestionnaire de la voirie pour une durée ne pouvant excéder la durée du chantier.

Lorsque la palissade emprunte une grande partie du trottoir ou empiète sur la chaussée, un plancher de largeur suffisante munie d'une main courante et laissant une largeur de 1,40m pour le passage des piétons sera réalisé. Cette installation provisoire sera signalée par des feux de stationnement nettement visibles de nuit et des dispositifs rétro réfléchissants.

Les clôtures ne doivent en aucun cas entraver le libre écoulement des eaux sur la voie ou ses dépendances.

Si la clôture est établie en saillie, elle doit être couverte par une signalisation adaptée.

Les clôtures ne doivent pas être ancrées dans la voirie, sauf accord préalable du service gestionnaire de la voirie.

Dans ces conditions, les réfections sont à la charge de l'intervenant, y compris l'enlèvement des matériaux d'ancrage mis en œuvre.

26 - Engin de levage :

Il est interdit sans en avoir obtenu l'autorisation préalable, de faire établir et de faire fonctionner sur un terrain public ou privé un engin de levage (grue à tour, grue mobile et monte meuble) conformément à la réglementation en vigueur.

CHAPITRE 4 : DISPOSITIONS TECHNIQUES ET ORGANISATIONNELLES

Article 27 - Dispositions à prendre avant de commencer les travaux :

L'autorisation de voirie ne donne pas autorisation d'ouverture de chaussée. Celle-ci est soumise à coordination de travaux conformément au Code de la voirie routière.

L'autorisation ne dispense pas du respect des prescriptions du décret N°2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages de transports ou de distribution ainsi que les arrêtés pris pour son application.

Article 28 - Organisation générale de l'intervention :

Article 28.1 - Etat des lieux :

Un état des lieux sera fait à l'initiative du demandeur sur l'emprise du chantier et de ses abords avant le commencement des travaux. A défaut de ce constat contradictoire d'état des lieux, ceux-ci seront réputés en bon état.

Les mesures générales d'organisation de l'intervention sont les suivantes :

Article 28.2 - Emprises - longueurs - chargements :

L'emprise nécessaire à l'intervenant devra être aussi réduite que possible, en particulier dans le profil en travers de la chaussée et des trottoirs.

En règle générale, en agglomération, les tranchées longitudinales seront remblayées, au fur et à mesure par sections successives, en fonction des contraintes techniques du chantier et dans les meilleurs délais. La commune pourra, pour des raisons dûment justifiées de sécurité ou de conservation du domaine, imposer le travail par demi-chaussée.

D'autre part, l'emprise sera libérée, par sections successives, dans les meilleurs délais. Le chargement des véhicules devra s'effectuer à l'intérieur de l'emprise réservée à l'intervention.

En cas d'impossibilité, le chargement pourra être exécuté hors emprise et uniquement pendant les périodes creuses de circulation. L'emprise correspondant aux parties de travaux terminées doit être libérée immédiatement.

Article 28.3 - Interruptions supérieures à 24 heures :

A chaque interruption de travail de plus de 24 heures, notamment en fin de semaine, des dispositions seront prises pour réduire l'emprise à une surface minimale, pour évacuer tous les matériaux inutiles et pour mettre en conformité la signalisation.

Article 28.4 - Chaussées récentes :

Aucune **intervention prévisible** ne sera autorisée dans les chaussées, trottoirs, dépendances de la voirie communale construite **ou rénovée depuis moins de 3 ans**. En cas de dérogation expressément motivée, la remise en état pourra être imposée.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux travaux imprévisibles imposés par la sécurité. Dans ce cas, le concessionnaire doit mettre en œuvre les dispositions destinées à supprimer tout risque ultérieur d'accident ou d'affaissement du terrain.

Article 28.5 - Ecoulement des eaux :

Il devra être constamment assuré.

Article 28.6 - Accès des riverains :

Il devra être constamment assuré. En particulier, des ponts provisoires munis de garde-corps seront placés au-dessus des tranchées. Leur nombre et leur emplacement seront fixés dans l'accord préalable.

Article 28.7 - Signalisation :

L'occupant ou son exécutant doit prendre, de jour et de nuit, sous sa responsabilité et à ses frais, toutes les mesures relatives à l'exploitation du domaine public routier et à la sécurité de la circulation (mise en place, entretien, surveillance de la signalisation, alternats, etc.), conformément aux textes réglementaires en vigueur notamment l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. Ces mesures devront avoir reçu l'accord du service gestionnaire de la voirie. Celui-ci peut, en cours de chantier prescrire toute modification de ces mesures commandée par les conditions de la circulation.

Article 28.8 - Information :

Toute intervention prévisible nécessitant une information de la population comportera à ses extrémités un panneau d'information indiquant le maître d'ouvrage, l'objet, les coordonnées de l'entreprise, la date et la durée de l'intervention et l'arrêté de voirie.

Article 28.9 - Protections et clôtures des fouilles et du chantier :

Quelle que soit leur durée, les chantiers sont isolés en permanence des espaces réservés à la circulation des personnes et des véhicules.

En agglomération, les fouilles seront clôturées par un dispositif s'opposant aux chutes de personnes, ce qui exclut formellement le simple ruban multicolore. A titre d'exemple, cette protection peut être constituée de barrières comportant une lisse et une sous-lisse situées respectivement à 1 mètre et 0,5 mètre du sol, l'ensemble étant fixé de façon rigide sur des supports capables de rester stables dans des conditions normales de sollicitation.

Les éléments de protection métalliques ou en bois ne devront pas comporter de défauts susceptibles de diminuer leur résistance et devront être exempts d'échardes ou de pointes.

Article 28.10 - Propreté :

La voie publique utilisée par le chantier devra être balayée tous les jours en fin de travail et débarrassée de tous déblais et détritiques divers. Les camions transportant des matériaux devront être équipés de façon à éviter toute chute de matériaux lors des déplacements. Il est interdit de préparer des matériaux salissants sur la voie publique sans avoir pris les dispositions nécessaires à la protection des revêtements en place.

Toutes les surfaces tâchées, soit par des huiles, soit par du ciment ou autres produits, seront refaites à la charge de l'intervenant.

Article 28.11 - Plantations :

Dans la mesure du possible, lorsqu'une plantation d'arbres jouxte l'intervention, celle-ci devra se situer au moins à 1,50 m de la partie extérieure du tronc. Dans le cas où des racines d'un diamètre > à 2 cm seraient rencontrées, il est formellement interdit de les couper ou de les mutiler. D'une façon générale, aucune atteinte ne devra être portée au système racinaire et les terrassements seront réalisés manuellement. En toutes circonstances, les plantations devront être protégées du choc des outils ou des engins mécaniques par un corset en planches. L'intérieur de l'enceinte sera toujours maintenu en état de propreté et sera soustrait à la pénétration de tout liquide nocif pour la végétation.

Il est interdit de planter des clous ou tout autre objet métallique dans les arbres ou de les utiliser pour amarrer ou haubaner des objets quelconques.

Lors de travaux avec engins, la protection des basses branches devra être assurée et le matériel employé adapté à cette contrainte.

Le dépôt des déblais, matériaux ou autres, est interdit dans l'emprise des espaces verts. Les réseaux d'arrosage existant sur les terre-pleins, places, avenues plantées d'arbres, ne pourront être déplacés ou modifiés sans autorisation spéciale. Ils devront être rétablis en l'état primitif par l'intervenant, après accord des services techniques municipaux.

En cas de plaies et blessures ainsi qu'en cas de perte du végétal du fait de l'exécution de l'intervention, les soins nécessaires ou le remplacement seront à la charge de l'intervenant.

Article 28.12 – Bouches et poteaux d'incendie :

Les bouches d'incendie devront impérativement rester libres d'accès à tout moment du jour comme de la nuit. Des dispositions devront être prises pour que ces éléments demeurent, dans la mesure du possible, en dehors de l'emprise du chantier.

Leur utilisation est strictement interdite en dehors des services de secours, sauf par autorisation de l'exploitant du réseau d'eau potable et contre paiement.

Dans tous les cas, l'intervenant devra se mettre en rapport avec le centre de secours de Megève et de lutte contre l'incendie afin d'arrêter d'un commun accord les dispositions à prendre sur le chantier pour rendre possible toutes les manœuvres pour assurer les secours.

Lors de la délivrance d'un permis de construire ou de toute autorisation de travaux nécessitant le déplacement des bouches et poteaux d'incendie, les travaux seront à la charge du demandeur.

Article 28.13 - Protection d'ouvrages rencontrés dans le sol :

Dans le cas où, au cours des travaux, l'intervenant rencontrerait ou mettrait à découvert des canalisations ou installations de nature quelconque, il serait tenu d'avertir immédiatement les services ou exploitants desquels elles dépendent, en vue des mesures à prendre pour assurer la sécurité des biens et des personnes et la protection de ces biens ou installations.

L'intervenant est tenu de repositionner le grillage avertisseur à l'identique. Toute conduite découverte dépourvue de grillage avertisseur sera signalée d'un nouveau grillage. Tout choc sur une canalisation devra être signalé immédiatement au service ou exploitant desquels elle dépend.

Pour les tranchées devant s'effectuer dans le voisinage de réseaux, l'intervenant devra se conformer à toutes les prescriptions en vigueur relatives aux travaux devant se dérouler aux abords de ces ouvrages.

Article 29 - Exécution des tranchées :

Article 29.1 - Implantation :

Les tranchées seront réalisées à l'endroit de la voirie qui perturbe le moins sa gestion et sa pérennité, dans les zones les moins sollicitées. Un éloignement minimal de 0,5 m de la rive de chaussée sera préconisé. Pour les voies à fort trafic, neuves ou renforcées depuis moins de trois ans, le fonçage est la règle pour les tranchées traversantes, sauf impossibilité technique dûment motivée et constatée.

Article 29.2 - Découpe :

Les bords de la zone d'intervention effective doivent être préalablement entaillés par tout moyen pour éviter la détérioration du revêtement en dehors de l'emprise de la fouille et permettant d'obtenir une découpe franche et rectiligne.

Les carrefours à feux sont souvent équipés de boucles de détection électromagnétique noyées dans la chaussée. Toute détérioration apportée à ces boucles devra immédiatement être signalée au service de voirie qui procédera à la réparation.

Article 29.2.1 - Ouvertures et fermetures de tranchées sous chaussées :

- *Avant toute intervention, le permissionnaire devra s'assurer que le matériau en place ne comporte pas d'amiante. Le cas échéant, il appartient au permissionnaire de se conformer aux obligations réglementaires en matière de protection des travailleurs en présence d'amiante.*
- *Découpage soigné à la scie de la couche de roulement avec une surlargeur de 10 cm de part et d'autre de la tranchée.*

Article 29.2.2 - Ouverture et fermeture de tranchées sous trottoirs :

- *Découpage soigné à la scie en cas de trottoirs revêtus. Une marge de 30 cm minimum sera conservée entre le bord de tranchée et le dos de la bordure de trottoir. Si marge inférieure à 30 cm, la tranchée sera fermée en grave ciment sur 20 cm de profondeur minimum jusqu'au dos de la bordure. Remblaiement intégral de la tranchée en grave non traitée par couches de 25 cm maxi compactées dans les règles de l'art.*
- *Si la tranchée croise des bordures caniveaux, celles-ci seront déposées et reposées.*

Article 29.3 - Couverture des réseaux (voir Article n° 44 du présent règlement) :

La couverture des réseaux est mesurée à partir de la génératrice supérieure de la canalisation ou de l'ouvrage jusqu'à la surface du sol, en application du protocole de coordination pour la construction des réseaux.

Toute mesure dérogatoire fera l'objet d'une étude spécifique conformément aux normes techniques en vigueur.

Tout câble ou conduite de quelque nature que ce soit doit être muni, conformément aux textes en vigueur (norme NF T 54-080), d'un dispositif avertisseur (treillis ou bande plastique) d'une couleur caractéristique pour chaque réseau.

Les fouilles devront être étayées et blindées, dans des conditions suffisantes pour éviter les éboulements et conformément à la réglementation en vigueur.

L'Etat se réserve la propriété des objets d'art et découverte de toute nature qui pourraient se rencontrer dans les fouilles. L'intervenant devra prendre toutes les mesures nécessaires en vue de leur conservation dans l'attente des instructions de l'administration intéressée.

Il est interdit de creuser le sol en forme de galerie souterraine sauf dérogation accordée dans l'autorisation de voirie et la norme NF P 98-332.

Article 29.4 - Engins, mobiliers urbains, accessoires :

L'utilisation d'engins dont les chenilles ne seraient pas équipées spécialement pour n'apporter aucun dommage aux chaussées est interdite. Toutes précautions devront être prises pour que les semelles d'appui des engins ne créent aucun dommage à la voirie.

Le mobilier urbain appartenant à la collectivité (candélabres, supports de signalisation, abribus, etc.), devra être protégé ou démonté après accord de l'administration et remonté en fin de chantier aux frais de l'intervenant. En particulier, tous les éléments de signalisation horizontale et verticale devront être reconstitués dans les meilleurs délais. Les accessoires nécessaires au fonctionnement des ouvrages de distribution tels que bouches à clé, d'eau ou de gaz, siphons, tampons de regards, chambres de tirage, poteaux incendie ... devront rester visibles et accessibles pendant toute la durée du chantier.

Article 30 - Déblaiement :

Dans le cas de travaux importants, l'intervenant devra dans toute la mesure du possible réutiliser tout ou partie des déblais extraits. Dans le cas de déblais non identifiés, il devra faire procéder à ses frais à une étude d'identification des déblais de manière à déterminer la possibilité et les conditions de réutilisation conformément à la note technique « Compactage des remblais de tranchées », éditée par le Service d'Etudes Techniques sur Routes et Autoroutes en vigueur (SETRA) en novembre 1984, ou, le cas échéant, conformément à des textes ultérieurs et sous réserve des prescriptions particulières ordonnées spécialement à l'occasion de l'autorisation. Les résultats de cette étude, permettant la réutilisation des déblais, devront alors être communiqués à la commune.

Tous les matériaux provenant des fouilles seront évacués au fur et à mesure de leur extraction sauf autorisation particulière. Seuls les matériaux de surface (dalles, pavés) susceptibles d'être réutilisés après accord de la commune seront soigneusement rangés à part en un lieu où ils ne gêneront pas la circulation des véhicules et des piétons.

Lorsqu'une tranchée croisera des bordures et des caniveaux, ceux-ci seront déposés.

Article 31 - Remblayage :

Le remblayage des tranchées s'effectue au fur et à mesure de l'avancement des travaux conformément au guide technique « remblayage des tranchées et réfection des chaussées » ou suivant les textes qui viendraient à le modifier ou le remplacer.

Sous chaussées et parkings, on devra obtenir conformément aux dispositions du guide technique SETRA en vigueur :

- la qualité de compactage q2 dans l'épaisseur de la fondation de la chaussée existante,
- la qualité de compactage q3 pour les 0,60 m sous-jacents,
- la qualité de compactage q4 pour les couches inférieures éventuelles, en fonction de la chaussée existante.

Sous trottoirs, on devra obtenir la qualité de compactage q3 sur les 20 cm supérieurs et la qualité de compactage q4 pour les couches inférieures.

En cas d'affouillements latéraux accidentels, une nouvelle découpe du corps de chaussée ou du trottoir est nécessaire pour assurer le compactage des matériaux sous-jacents.

Il est interdit d'abandonner dans les fouilles des corps métalliques, chutes de tuyaux ou de câble, morceaux de bouche à clé, boîte de raccordement, etc.... afin de ne pas perturber une éventuelle détection magnétique ultérieure.

Les matériaux de remblai en excédent sont enlevés immédiatement et les abords du chantier nettoyés de tous débris provenant des travaux.

Sous les gazons, les bons matériaux provenant des fouilles sont réutilisés jusqu'à la cote de moins trente centimètres. Le complément se fait à l'aide de terre végétale.

Au droit des arbres, sur une longueur de deux mètres et une profondeur d'un mètre, les tranchées sont remblayées à l'identique.

Le remblayage en sous-œuvre des canalisations existantes devra obligatoirement être exécuté à l'aide de matériaux adaptés, en privilégiant les matériaux recyclés qui correspondent au référentiel technique, soigneusement compacté jusqu'à 10 cm du dessus de la génératrice supérieure de la canalisation. Dans tous les cas, il sera procédé à un compactage approprié.

Article 32 - Gestion des déchets de chantier :

En conformité avec l'Article L 541-2 du Code de l'Environnement (ancien Article 2 de la loi du 15 juillet 1975), le maître d'ouvrage devra systématiquement prendre en compte la gestion et l'élimination des déchets de chantier.

Il devra, à ce titre, utiliser la démarche SOSED (Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets de chantier) qui suppose :

- de faire préalablement identifier et quantifier précisément les déchets par nature par son maître d'œuvre.
- d'intégrer dans les pièces écrites du marché (règlement de consultation, Cahier des Clauses Administrative Particulière, Cahier des Clauses Techniques Particulières, bordereau de prix ...) la prise en compte de la gestion des déchets de chantier au travers de la démarche SOSED.
- de prévoir, dans ses estimations financières, les sujétions liées à cette prise en compte.

Article 33 - Réfection de la couche de surface :

La réfection des chaussées, parkings et trottoirs s'effectue conformément au guide technique « Remblayage des tranchées et réfection des chaussées » ou suivant les textes qui viendraient à le modifier ou le remplacer.

Dans le cas des chaussées traditionnelles, qui sont des chaussées souples, le type de matériaux et la structure à envisager pour la réfection sont fonction du trafic et non de l'épaisseur existante (la structure et le sol support ayant été consolidés au fil des années par le trafic).

Dans le cas des chaussées récentes ou renforcées, pour lesquelles existe une structure bien définie, qu'elle soit souple, semi-rigide ou rigide, l'impossibilité d'atteindre une qualité de densification conforme à celle obtenue à l'aide des engins de compactage employés lors de la construction de la chaussée complète, nécessite de majorer l'épaisseur de la réfection de 10 % par rapport à la structure existante (cf. art. R 141-15 du Code de la Voirie Routière).

En règle générale, la réfection en surface sera réalisée dès la fin de l'intervention, de façon définitive.

A l'issue de la réfection, une vérification de tous les ouvrages de manœuvre et de visite des réseaux sera effectuée en présence d'un représentant du gestionnaire des réseaux concerné.

Article 33.1 - Principes généraux :

- La réfection consiste à remettre la zone des travaux en son état initial.

Le revêtement de réfection doit former une surface plane régulière et se raccorder sans discontinuité aux revêtements en place. Aucune modification ne peut être apportée aux ouvrages existants, sans accord préalable du gestionnaire de ces ouvrages.

Tous les équipements de la voie doivent être rétablis à l'identique, à la charge de l'intervenant, à la fin des travaux conformément aux règles de l'art.

Pour les matériaux de surface traités aux liants hydrocarbonés, les travaux pourront être soumis aux prescriptions ci-dessous :

- toutes les surfaces ayant subi des dégradations suite aux travaux de fouilles sont incluses dans la réfection définitive (notion de périmètre des dégradations), de façon à n'obtenir que des lignes droites ou brisées composant des figures géométriques simples (rectangles, carrés, triangles) à l'exclusion de toutes courbes ou portions de courbes ;
- réfection des délaissés de largeur inférieure à 0,30 m le long des façades, des bordures et des joints de tranchées antérieures aux travaux, ainsi qu'à la rencontre des ouvrages de surface (tels que regards de visite, bouches d'égout, bouches à clé, ouvrages ERDF GrDF, etc.) ;
- suppression des redans espacés de moins de 1,50 m ;
- réfection des parties de voirie qui seraient détériorées aux abords immédiats du chantier durant l'exécution des travaux ;
- étanchement des joints d'après la technique « scellement de fissures ».

Tous les travaux dans un revêtement de surface ayant moins de 3 ans d'âge, peuvent entraîner une réfection définitive plus conséquente dont les caractéristiques techniques et le financement doivent être définis cas par cas entre le collectivité et l'intervenant, ceci pour tenir compte de l'état neuf de la voirie.

- Matériaux à réutiliser

Tous les matériaux manquants ou dégradés du fait de l'intervenant sont remplacés à ses frais.

- Travaux supplémentaires

Lorsqu'il a été constaté contradictoirement que le remblayage ne satisfait pas aux prescriptions posées par le présent règlement, il est repris, aux frais de l'intervenant, dans le cadre de la remise en état définitive.

Dans certaines circonstances, suite aux travaux de fouilles, le Service de la Voirie se réserve le droit d'effectuer à ses propres frais :

- soit un réaménagement complet de la zone touchée,
- soit des travaux d'entretien aux abords immédiats.

Dans ce cas, la participation financière de l'intervenant reste limitée au montant de la réfection à l'identique de sa fouille.

- Signalisation horizontale et verticale

Après la pose du revêtement définitif, la signalisation horizontale et verticale est remise en place, aux frais de l'intervenant (ou par l'intervenant) ; elle s'étend à toutes les parties disparues ou détériorées.

Article 33.2 - Chaussées et parkings :

Il sera procédé au découpage de la chaussée, à l'enlèvement éventuel de la réfection provisoire et à la reconstitution de la chaussée initiale. La réfection de la couche de roulement nécessitera techniquement des emprises de réfection supérieures aux emprises initiales de la tranchée de façon à reconstituer dans la couche de roulement des joints qui devront se situer à 0,10 m au moins des joints d'origine ou des éventuelles fissures consécutives à la tranchée.

Article 33.3 - Trottoirs :

Toute intervention sur les trottoirs qui atteint fortement leur structure implique une remise en état conforme au décret du 21 décembre 2006, pris en application de la loi « pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées » du 11 février 2005, en particulier des bateaux permettant le cheminement des personnes handicapées d'une largeur de 1,20 m minimum.

a) trottoirs asphaltés et trottoirs bétonnés

L'intervenant procédera à la réfection définitive, à savoir, 15 cm de béton dosé à 350 kg + 15mm d'asphalte ou 15 cm de béton dosé à 350 kg surmonté d'une chape. L'intervenant conserve la responsabilité de la bonne exécution des travaux et de la tenue dans le temps.

Il passe la commande auprès d'une des entreprises spécialisées dans les revêtements en asphalte.

b) trottoirs pavés ou dallés

Repose de pavés ou des dalles, préalablement déposés avec soin et stockés, suivant les règles de l'art et les profils avec fourniture par l'intervenant des éléments manquants ou similaires.

c) bordures et caniveaux

A la repose, les bordures et caniveaux démontés devront être soigneusement scellés sur un lit de pose en béton dosé à 250 kg de ciment, d'une épaisseur minimum de 15 cm avec solin. Les bordures et caniveaux endommagés devront être changés.

Article 33.4 - Réfection provisoire :

Dans les cas particuliers où la réfection provisoire est autorisée, elle sera réalisée, pour les zones circulées où la sécurité l'exige, soit par 5 cm d'enrobés à froid arasés au niveau du revêtement existant, soit par un revêtement bicouche ou autre technique équivalente, superficiel ou de fermeture, après reconstitution des couches de chaussées.

Article 34 - Responsabilité de l'intervenant :

L'intervenant a la charge de la surveillance et de l'entretien des chaussées, trottoirs et ouvrages restaurés provisoirement et doit, en particulier, remédier dans les moindres délais aux tassements, déformations et dégradations consécutifs à l'exécution des travaux autorisés, et ceci jusqu'à la réfection définitive.

La reprise de toute malfaçon sera à la charge de l'intervenant dès toute intervention.

Article 35 - Constat d'achèvement des travaux :

La déclaration d'achèvement des travaux (DAT) devra parvenir au maire dès que les travaux seront achevés. Dans un délai de 3 mois à compter de l'achèvement des travaux, l'occupant doit établir des plans de recollement des canalisations ou ouvrages réalisés dans l'emprise de la voie.

Toute permission de voirie ou autorisation d'entreprendre donne lieu à un constat d'achèvement qui constitue une première réception des travaux.

La validation de la DAT constitue le point de départ d'un délai de garantie d'un an, avant réception définitive. Lorsque les conditions imposées dans l'autorisation n'ont pas été remplies, un avertissement est envoyé à l'occupant du domaine public. Il est ensuite dressé un procès-verbal de contravention.

L'occupant doit être en mesure, sur simple demande, d'apporter tout renseignement sur les canalisations ou ouvrages réalisés.

Article 36 - Garantie et modalités d'entretien :

Lorsque les travaux ont nécessité une réfection de chaussée ou de ses abords, le bénéficiaire de l'autorisation a, à sa charge, l'entretien de l'ouvrage réalisé pendant une durée d'un an, à compter de la date d'établissement du constat d'achèvement.

Le bénéficiaire sera tenu d'intervenir sur simple demande du maire dans les délais prescrits. Si les travaux demandés ne sont pas, ou mal réalisés, l'intervenant est mis en demeure d'exécuter les travaux conformément aux prescriptions.

Si les travaux ne sont toujours pas ou mal réalisés, le maire les fait exécuter d'office aux frais de l'intervenant. Ces interventions ne dégagent pas l'occupant de la responsabilité qui lui incombe pendant le délai de garantie au titre des travaux qu'il a effectués.

Pour les travaux type accès, aqueducs, trottoirs, le bénéficiaire est tenu de maintenir le ou les ouvrages en bon état et en conformité avec l'autorisation.

Le non-respect de cette obligation entraîne la révocation de l'autorisation, après mise en demeure, sans préjudice des poursuites qui pourraient être engagées contre l'occupant et des mesures qui pourraient être prises pour la répression des contraventions de voirie et la suppression des ouvrages.

Article 37 - Réception définitive :

Au terme d'un délai d'un an, la commune procède à une visite de contrôle. Si les travaux sont conformes, le constat vaut réception définitive. Dans le cas contraire, le délai de garantie sera prolongé et le bénéficiaire sera informé des travaux à effectuer pour la mise en conformité.

Article 38 - Responsabilité et remise en état des lieux :

L'intervenant est responsable des accidents ou dommages qui peuvent résulter de l'exécution de ces travaux, du défaut ou de l'insuffisance de la signalisation, ainsi que de l'existence et du mauvais fonctionnement de l'ouvrage. Il est tenu de mettre en œuvre, sans délai, les mesures qu'il lui sera enjoint de prendre, dans l'intérêt du domaine public et de la circulation.

Dès achèvement des travaux, l'occupant est tenu d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravats et de réparer les dommages qui auraient pu être causés au domaine public ou à ses dépendances. Il est tenu de rétablir les fossés, talus, accotements ou trottoirs, tous les ouvrages ou équipements qui auraient pu être endommagés.

Si nécessaire, une réfection à l'identique des lieux peut être imposé par le maire, aux frais de l'occupant.

Article 39 - Révocation - Résiliation ou fin d'autorisation :

Lorsque l'ouvrage cesse d'être utilisé, la commune peut imposer aux frais de l'occupant, tous travaux sur les installations qui seraient nécessaires pour éliminer tout risque, lié à leur présence, pour la pérennité de la voie et la sécurité des usagers.

En cas d'inexécution dans les délais impartis, le maire peut faire exécuter les travaux, après mise en demeure, aux frais de l'occupant. L'occupant peut être dispensé de cette remise en état et être autorisé à maintenir tout ou partie de son ouvrage sous réserve de l'exécution de certains travaux. Dès réception, l'occupant est déchargé de ses responsabilités.

Article 40 - Délai de validité :

L'autorisation est caduque si les travaux ne sont pas entrepris dans un délai d'un an à compter de la date de délivrance de l'autorisation.

Article 41 - Dispositions financières :

Article 41.1 - Prix de base - Frais généraux :

Dans le cadre de l'application de l'Article R 141-16 du Code de la Voirie Routière, les sommes qui peuvent être réclamées à l'intervenant lorsque tout ou partie des travaux de réfection provisoire ou définitive sont exécutés par la Commune de Demi-Quartier, ou lorsque les travaux sont exécutés d'office, comprennent le prix des travaux augmenté d'une majoration correspondant aux frais généraux et aux frais de contrôle.

Les prix unitaires sont fixés d'après les prix constatés dans les marchés passés par la Mairie de Demi-Quartier pour des travaux de même nature et de même importance et, à défaut, d'après les prix constatés couramment dans le département.

La majoration pour frais généraux et frais de contrôle est fixée par le conseil municipal. Le taux de cette majoration est fixé par montant de tranches de travaux, par l'Article R.141-21 du Code de la voirie routière, qui est régulièrement mis à jour.

Les sommes qui peuvent être réclamées à l'intervenant lorsque la Commune a décidé elle-même de réaliser certains travaux de réfection sont fixées après constat contradictoire des quantités de travaux à exécuter.

Article 41.2 - Recouvrement :

Les sommes dues à la Commune sont recouvrées par les soins du trésorier de la Commune, à savoir la Trésorerie Principale de Sallanches.

CHAPITRE 5 : REGLES COMMUNES A L'ENSEMBLE DES RESEAUX

Article 42 - Nature des ouvrages :

Les réseaux comprennent de manière indissociable :

- Les conduites principales :

Il peut être installé, dans l'emprise des voies publiques ou privées et de leurs dépendances, des conduites et canalisations protégées réglementairement contre les agressions extérieures et la corrosion, en fonte ductile, en acier, en cuivre, en polyéthylène ou en toute autre matière reconnue propre à cet usage et selon les instructions techniques en vigueur agréées par les autorités compétentes.

- Les branchements et dispositifs de protection :

Les branchements de distribution, depuis la conduite principale jusqu'aux dispositifs de coupure desservant les clients, doivent être établis avec des matériaux adéquats tels que fonte, acier, polyéthylène, etc....conformément aux règles en vigueur. Des dispositifs de protection (raccords isolants, matériaux isolants etc..) sont prévus en cas de besoin pour préserver la canalisation contre la corrosion électrolytique (courants vagabonds, effet de pile, etc.), lorsque la nature des matériaux le nécessite.

- Les émergences :

L'implantation, la nature et la qualité des regards, tampons, chambres de tirage, compteurs et autres ouvrages nécessaires au réseau sont soumis à un accord technique préalable.

Ils doivent porter mention de l'identité du gestionnaire d'ouvrage enterré auquel ils appartiennent.

L'implantation des ouvrages telles qu'armoires, sous répartiteurs, devra également faire l'objet d'une demande d'accord préalable.

Article 43 - Règles d'implantation :

L'implantation du tracé des réseaux et ouvrages constituant celui-ci est réalisé notamment en fonction des éléments suivants :

- les dispositions du présent règlement,
- les règles d'urbanisme, d'aménagement et de sécurité,
- l'affectation et le statut des voies,
- les espaces disponibles adjacents (accotement, parkings, trottoirs, contre-allées),
- les prescriptions administratives et réglementaires des gestionnaires de réseaux,
- les prescriptions techniques des réseaux de transport et de distribution,
- l'environnement et les plantations,
- les dispositions relatives à l'accessibilité des personnes handicapées de la voirie ouverte à la circulation publique.

Article 44 - Profondeur des réseaux :

La profondeur des réseaux est mesurée à partir de la génératrice supérieure de la canalisation ou de l'ouvrage jusqu'à la surface du sol selon des critères définis ci-après.

Les réseaux devront être posés à une profondeur au moins égale à celle stipulée dans les normes en vigueur.

En cas d'impossibilité technique ou d'encombrement manifeste du sous-sol, constaté contradictoirement, les profondeurs seront établies en accord avec le service gestionnaire de la voirie.

En règle générale, les réseaux souterrains sont établis à une profondeur conforme à la réglementation en vigueur.

Tout câble ou conduite de quelque nature que ce soit doit être muni, conformément aux textes en vigueur, d'un dispositif avertisseur (treillis ou bande plastique) d'une couleur caractéristique pour chaque réseau.

- Electricité : **rouge**
- Gaz : **jaune**
- Télécommunications électroniques : **vert**
- Eau : **bleu**
- Assainissement : **marron**
- Equipements routiers dynamiques (signalisation, alimentation de feux) : **blanc**

Cette règle ne s'applique pas pour la mise en place des réseaux utilisant des procédés de mise en œuvre souterrains (tubage, procédé de forage souterrain, fonçage...).

Les grillages avertisseurs seront posés au minimum 20 cm au-dessus de la conduite.

Article 45 - Conduites de réseau et branchements :

Les conduites et tous dispositifs relatifs au réseau sont dans la mesure du possible placés hors chaussée sous les trottoirs ou les accotements et le plus éloigné possible de la chaussée, sauf avis contraire du gestionnaire de la voie souhaitant réserver ces emprises pour la réalisation d'aménagement futurs.

Elles peuvent également emprunter sous réserve des accords à obtenir, les façades, terrasses, couloirs de circulation dans les caves, sous-sols, parties communes des immeubles ou galeries techniques, conformément à la réglementation en vigueur, lorsque ces lieux présentent les garanties d'accessibilité et de sécurité requises.

Les conduites parallèles à l'axe de circulation des voies ne peuvent être placées sous les bordures de trottoirs ou les caniveaux, sauf empêchement technique majeur.

La pose à l'intérieur des ouvrages d'assainissement pourra être autorisée avec l'accord du gestionnaire du réseau.

Au titre de la sécurité, la totalité des organes de coupure devra être accessible en permanence.

D'une manière générale, toute intervention d'urgence doit demeurer possible sur l'ensemble des réseaux de distribution.

Article 46 - Infrastructures comprenant des réseaux :

Les réseaux peuvent être compris dans des infrastructures telles que galeries techniques, caniveaux ou simplement fourreaux.

L'occupation de ces infrastructures sera soumise à un accord technique préalable des services qui en assurent la gestion.

Article 47 - Facilité d'exploitation, entretien et maintenance des ouvrages :

En complément des contraintes d'implantation entre réseaux et règles de voisinage, les canalisations longitudinales nécessitant des ouvrages enterrés visitables doivent être implantées de façon à ce que les interventions nécessitées pour quelque cause que ce soit, ne perturbent pas les conditions d'exploitation de la chaussée.

L'organisation de coordination des réseaux doit également prendre en compte l'accessibilité aux organes de coupure de fluides sous pression.

Il est interdit de couper un réseau existant sans l'accord du gestionnaire et/ou de l'exploitant de ce réseau.

Article 48 - Réseaux hors d'usage :

Lorsqu'une canalisation, ou un ouvrage, est mis hors exploitation, son gestionnaire doit en informer le service gestionnaire de la voirie.

Le gestionnaire du réseau pourra :

1° - soit l'utiliser comme fourreau pour recevoir une canalisation de diamètre inférieur,

2° - soit l'abandonner provisoirement en vue d'une utilisation ultérieure comme fourreau.

Dans ce cas, la canalisation fera l'objet d'une surveillance particulière de la part du gestionnaire. Si un délai d'un an, la canalisation n'a pas été réutilisée, elle sera considérée comme abandonnée définitivement et devra être soumise aux dispositions du §4° ou du §5°,

3°- soit en transférer la propriété à un autre gestionnaire de réseau,

4°- soit l'abandonner définitivement dans le sol. Dans ce cas, le gestionnaire doit respecter les dispositions techniques en vigueur destinées à supprimer tout risque ultérieur.

A l'occasion du premier chantier dans la zone considérée et en ce cas de gêne avérée, ce réseau sera retiré du sous-sol par son gestionnaire, ou en cas de carence, à ses frais.

Dans l'attente, le réseau restera sous la responsabilité du gestionnaire du réseau concerné sauf en cas de rétrocession du réseau concerné,

5°- soit le déposer à ses frais.

Article 49 - Déplacement et mise à niveau :

L'intervenant est tenu d'opérer à ses frais, le déplacement et la mise à niveau de ses installations nécessitées par des travaux entrepris dans l'intérêt du domaine public occupé et conformes à la destination de celui-ci.

Le déplacement aux frais de l'intervenant ne peut être motivé uniquement dans l'intérêt d'un autre occupant du domaine public routier.

Cette demande sera établie sous un délai minimum de deux mois avant le démarrage des travaux de voirie et notifiée au gestionnaire d'ouvrage enterré concerné.

Le déplacement et la mise à niveau seront à effectuer à la première demande.

Au cas où les travaux ne sont pas réalisés dans l'intérêt du domaine public routier, et en conformité avec sa destination, le gestionnaire de l'ouvrage pourra adresser une demande d'indemnisation.

La mise à la côte des tampons d'assainissement, des bouches à clé, des organes de coupure sera effectuée en règle générale après les réfections de chaussée (sauf pour les bouches à clé réhaussables qui seront mises à niveau lors de la réalisation du revêtement).

En cas d'ouvrages défectueux ou surélevés par rapport à la chaussée, une constatation sur place entre la Ville et le gestionnaire du réseau sera effectuée avant le début des travaux.

En conséquence, une seule mise à la côte totale, sur l'ensemble des ouvrages sera prise en charge par le gestionnaire de réseau.

A Demi-Quartier, le 27 octobre 2021

Le Maire,

Stéphane ALLARD.